

# Horizons



## **Ministère de l'Enseignement supérieur**

Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Tahar Hadjar, présidera le 4 juin à 8h30, au siège du ministère, les travaux de la conférence nationale des universités.

# EL MOUDJAHID



SAMEDI 4 JUIN À 8H30 AU MINISTÈRE  
DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR  
ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

## **Conférence nationale des universités**

Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, M. Tahar Hadjar, présidera, samedi 4 juin à partir de 8h30, au siège du ministère, les travaux de la conférence nationale des universités.

## ÉNERGIES RENOUVELABLES

### Des innovations de chercheurs algériens exposés à Tipasa

**T**ouchant les domaines de l'hydraulique, l'agriculture, du bâtiment, de l'environnement, des transports et de la santé, des projets économiques et sociaux exploitant les énergies renouvelables ont été exposés, hier, à Bou Ismail par le Centre de développement des énergies renouvelables (CDER), à l'intention des opérateurs économiques, en vue d'une éventuelle concrétisation. Ces projets, qui représentent des innovations de chercheurs algériens, sont exposés au titre de portes ouvertes, d'une durée de deux jours, organisées à l'Unité de développement des équipements solaires de Bou Ismail, à l'initiative du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique. Le CDER est un partenaire actif dans le programme national de développement des énergies renouvelables, a indiqué à l'APS son directeur, Noureddine Yassaâ. Pour le président de la Chambre algérienne de commerce et d'industrie, Mohamed Laïd Benamor, les efforts consentis par les centres de recherche doivent être appuyés par des campagnes d'information et de sensibilisation sur l'importance de concrétisations de ces innovations. Oussama Kouaba, un chercheur innovateur d'un robot de contrôle dans les zones à risques, équipé d'une caméra et d'une mémoire intelligente, en plus d'un véhicule fonctionnant à l'énergie solaire, a déploré, dans une déclaration à l'APS, le fait qu'il ait été «approché par des opérateurs intéressés par ces innovations, mais sans suite». "Je comprends la crainte de ces opéra-



teurs de s'aventurer dans un domaine inconnu», a-t-il observé. Pour sa part, le secrétaire général du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Mohamed Salah Seddiki, estime que ces portes ouvertes participent à la mise en lumière du niveau de développement technologique atteint par les chercheurs algériens du fait de l'importance dévolue aux énergies renouvelables dans l'économie algérienne, à l'avenir, selon les orientations du président de la République, Abdelaziz Bouteflika.

### Signature de sept conventions

**S**ept conventions-cadres ont été signées, hier à Bou Ismail (Tipasa), entre le Centre de développement des énergies renouvelables (CDER) et sept entreprises et organismes (nationaux et étrangers) activant dans les domaines de l'énergie, l'industrie et l'environnement. Ces accords ont été signés par le directeur du CDER, Noureddine Yassaâ, avec les responsables de la Chambre algérienne de commerce et de l'industrie, de l'Agence nationale pour la promotion et la rationalisation de l'utilisation de l'énergie, de l'Agence nationale des déchets, du groupe Tonic Industrie, de l'Entreprise nationale des industries électroniques (ENIE), de General Electric International Algérie et de l'organisation non-gouvernementale Armad 20. Dans le domaine de l'énergie, les conventions signées portent sur la promotion de nouveaux mécanismes pour une politique nationale de maîtrise des énergies propres, visant à terme leur intégration dans le réseau électrique national alors qu'en matière d'environnement, l'accord signé stipule l'exploitation des énergies renouvelables dans la gestion des déchets ainsi que le développement de technologies propres au niveau des villes. L'accord signé dans le domaine industriel porte, quant à lui, sur le renforcement de l'usage de l'énergie solaire (photovoltaïque), de l'énergie thermique et de l'énergie éolienne, considérées désormais comme des priorités nationales en Algérie, selon le professeur Yassaâ.

### Convention entre le CDER et General Electric

**L**e Centre de développement des énergies renouvelables (CDER) a signé, hier, à Alger, une convention de partenariat avec le groupe américain General Electric (GE), portant sur le développement des énergies renouvelables en Algérie. Signée en marge des journées portes ouvertes organisées par le CDER, cette convention a pour objectif de «favoriser et d'initier le développement de projets collaboratifs innovants dans un secteur en pleine expansion», selon un communiqué de GE. Cet accord prévoit notamment d'évaluer les besoins en matière de recherche et de déploiement des énergies renouvelables en Algérie, de la production en passant par le transport, la distribution ainsi que la gestion des équipements via des solutions numériques. Le PDG de GE pour l'Afrique du Nord-Ouest, Touffik Fredj, a indiqué que cet accord permettrait à l'Algérie d'avoir les «meilleures technologies au monde en matière d'énergies renouvelables mais également en matière de réseaux». Dans ce sillage, il estime que le stockage de l'énergie et l'intégration de l'électricité intermittente produite par les sources renouvelables serait, en effet, l'un des «défis majeurs» à relever pour le réseau électrique algérien. Le programme national actualisé de développement des énergies renouvelables prévoit une production d'ici à 2030 de 22GW d'électricité de source renouvelable destinée au marché intérieur, en plus de 10 GW supplémentaires à exporter, rappelle-t-on. Ainsi, l'énergie des sources renouvelables devrait représenter 27% de la production globale d'électricité en 2030 et le double de la capacité actuelle du parc national de production d'électricité.



## GE ET LE CDER SIGNENT UNE CONVENTION

### Partenariat pour le développement des énergies renouvelables

■ General Electric a signé, hier, une convention avec le Centre de développement des énergies renouvelables (CDER) en marge des portes ouvertes organisées par le centre afin de favoriser et d'initier le développement de projets collaboratifs innovants dans un secteur en pleine expansion.

Cette convention prévoit notamment d'évaluer les besoins en matière de recherches et de déploiement des énergies renouvelables en Algérie ; de la production en passant par le transport, la distribution, et la gestion des équipements via des solutions numériques.

# EL MOUDJAHID



**SAMEDI 4 JUIN À 9H À L'USTHB**  
**« La robotique dans  
le tourisme »**

L'Université des sciences et de la technologie Houari-Boumediène organise une journée sur «La robotique dans le tourisme, ses enjeux et ses perspectives en Algérie», à la faculté de mathématiques, Bloc B.

## ÉNERGIES RENOUVELABLES DES DIZAINES de projets exposés à Tipasa

Des dizaines de projets économiques et sociaux exploitant les énergies renouvelables ont été exposés, hier à Bou Ismail (Tipasa), par le Centre de développement des énergies renouvelables (CDER), à l'intention des opérateurs économiques, en vue d'une éventuelle concrétisation. Ces projets représentent des innovations de chercheurs algériens, dans les domaines de l'hydraulique, l'agriculture, le bâtiment, l'environnement, les transports, et la santé, exposés au titre de portes ouvertes, d'une durée de deux jours, abritées par l'Unité de développement des équipements solaires (UDES) de Bou Ismail, sous le signe "Journées de la recherche appliquée", à l'initiative du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique.

Le CDER est un partenaire actif dans le Programme national de développement des énergies renouvelables, a indiqué à l'APS son directeur Noureddine Yassaa, soulignant la contribution de cette structure dans l'intégration de nombreuses réalisations, à l'échelle nationale, parallèlement à ses études dans le domaine, outre l'évaluation de site habilités à l'implantation de stations électroniques ou thermiques, fonctionnant aux énergies propres,

a-t-il ajouté. Selon le PR. Yassaa, les projets exposés "intéressent effectivement les opérateurs économiques", mais ces derniers "sont toujours en stand-by, et préfèrent temporiser avant l'acquisition de ces innovations et leurs concrétisations sur le terrain". "Nous espérons faire de ces portes ouvertes, le coup de pouce accélérateur nécessaire pour ce faire" a-t-il ajouté. De nombreuses innovations proposées, à l'occasion, font figure de solutions intelligentes, mise à la disposition des citoyens, pour l'exploitation des énergies propres dans leurs appareils électroménagers, à l'instar du chauffe eau, du climatiseur ou du réfrigérateur, consommant annuellement, un taux de 44 % des énergies, en Algérie, a-t-on expliqué, sur place.

D'autres innovations concernent les secteurs de l'agriculture et des ressources en eau. Pour le président de la chambre algérienne de commerce et d'industrie, Mohamed Elaid Benamar, les efforts consentis par les centres de recherche doivent être appuyés par de larges campagnes d'information et de sensibilisation sur l'importance de concrétisations de ces innovations, dont il salué la qualité. Oussama Kouaba, un chercheur innovateur

d'un robot de contrôle dans les zones à risques équipé d'une caméra et d'une mémoire intelligente, en plus d'un véhicule fonctionnant à l'énergie solaire, a déploré dans une déclaration à l'APS le fait qu'il ait été "approché par plusieurs opérateurs intéressés par ces innovations, mais sans suite". "Je comprend parfaitement la crainte de ces opérateurs de s'aventurer dans un domaine inconnu" a-t-il observé, non sans exhorter les hommes d'affaires à contribuer à la relance économique en "sortant de leur zone de sécurité et des marchés garantis à 100%".

Ces portes ouvertes participent à la mise en lumière du niveau de développement technologique atteint par les chercheurs algériens, a souligné le secrétaire général du ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique, Mohamed Salah Seddiki, estimant que c'est une opportunité pour rapprocher le chercheur de l'entreprise et du monde industriel, du fait de l'importance dévolue aux énergies renouvelables dans l'économie algérienne, à l'avenir, selon les orientations du président de la République, Abdelaziz Bouteflika.



# PRÉPARATIFS DU 1<sup>ER</sup> CONGRÈS INTERNATIONAL SUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE



Un appel à contribution a été lancé par l'Université des sciences et de la technologie d'Oran Mohamed-Boudiaf (USTO-MB) en perspective du 1er Congrès international sur l'environnement, la biodiversité et le développement durable, a indiqué le responsable de la cellule de communication. L'appel à contributions est ouvert jusqu'au 5 juillet, a précisé Maamar Boudiaf, ajoutant que la rencontre est programmée pour novembre prochain en collaboration avec l'Association nationale des enseignants et des chercheurs algériens (ANECA).

L'objectif essentiel du congrès consiste en "la valorisation des résultats de la recherche appliquée dans le domaine des matériaux et de l'environnement", a-t-il souligné, faisant valoir l'ambition de "mobiliser les différentes disciplines scientifiques concernées par l'environnement, la biodiversité et le développement durable". Il s'agit, selon la même source, "d'encourager les échanges scientifiques et de promouvoir l'intégration de l'université algérienne dans son milieu socioéconomique". La manifestation scientifique sera également mise à profit pour évaluer l'état d'avancement des travaux de recherche dans les domaines considérés, nouer des partenariats et lancer des projets d'intérêt com-

mun entre les participants. Les conférences s'articuleront autour de quatre thématiques majeures, intitulées "Protection de l'environnement et application", "Conservation et valorisation de la biodiversité", "Développement durable et énergies renouvelables", et "Droit, économie et management environnemental".

## Lancement d'une étude nationale sur la situation des élues locales

Le coup d'envoi d'une étude nationale sur la situation des élues locales, pilotée par le ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales et l'instance de la femme des Nations unies, a été donné à Oran. Cette étude, traitant des entraves que rencontrent les femmes élues et les opportunités qui leur sont offertes, sera réalisée par le Centre de recherche en anthropologie sociale et culturelle (CRASC) basé à Oran. Le directeur du CRASC, Belkacem Benzenine a indiqué, à la presse en marge d'une journée d'étude sur les élues locales, que cette étude s'intéressera aux problèmes qui entravent le travail de la femme élue et aux opportunités lui permettant de contribuer efficacement au progrès de la société et des citoyens. Cette étude intervient 4 années après l'adoption le 12 janvier 2012 de la loi organique fixant les quotas des femmes aux élec-

tions législatives et locales, a-t-il souligné. Le ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales a chargé le CRASC d'Oran d'effectuer cette étude qui prévoit des rencontres et des interviews avec des élues pour faire la lumière sur leurs acquis et le niveau de leur intégration dans la vie politique à l'ère des réformes et de la dernière révision constitutionnelle. L'étude, à laquelle prend part une équipe de chercheurs algériens, prendra quatre mois et ses résultats préliminaires seront connus en octobre prochain, a ajouté le même responsable. Lors de cette journée d'étude, qui a enregistré la présence de femmes élues de la wilaya d'Oran, la directrice de gouvernance locale au ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales, Fatiha Hamrit a indiqué que l'Algérie occupe la première place au niveau arabe, la deuxième en Afrique et la 26ème dans le monde en terme de représentativité de la femme dans les assemblées élues. La même responsable a rappelé que l'Algérie occupait la 186ème place avant l'entrée de la loi organique suscitée estimant que la place mondiale occupée actuellement peut être améliorée. La coordinatrice nationale de l'entité des Nations unies pour l'égalité des sexes, Imane Haïf a abordé le programme de coopération 2015-2017 entre

l'Algérie et l'instance qu'elle représente, qui vise à promouvoir l'égalité des droits entre les hommes et les femmes, dans le cadre du renforcement du rôle des femmes élues aux niveaux local et national. Le gouvernement belge a financé à hauteur de 1,5 million d'euros ce programme s'étalant sur deux ans et demi et portant sur trois axes traitant de la violence contre la femme, des valeurs d'égalité entre la femme et l'homme et du rôle des femmes élues, a-t-elle indiqué soulignant que l'étude lancée mardi à Oran s'inscrit dans le cadre de ce programme. L'experte en affaires de la participation politique de la femme à l'ONU, Sali Mehdi a affirmé que l'Algérie a connu un bond qualitatif en matière de participation des femmes à la vie politique, ajoutant que le système de quotas est très efficace dans l'accès des femmes algériennes à la vie politique et aux assemblées élues. "L'Algérie a ouvert, avec son expérience pilote, la porte devant plusieurs pays arabes où la femme peut se porter candidate à toute assemblée nationale et locale", a-t-elle souligné. Le taux de présence des femmes aux assemblées élues en Algérie a dépassé les 31 pour cent contre 8 pc en 2007? Alors qu'en Arabie saoudite il est de 19 pc contre 0 pc il y a quelques années, en Libye (20 pc contre 0 pc) et en Egypte (15 pc contre 2 pc), a-t-on indiqué. L'ex ministre et membre du Conseil de la nation, Nouara Djaafar a souligné, pour sa part, que le mérite de ce qui a été réalisé dans ce domaine revient à l'arsenal juridique qui a marqué la gouvernance du président de la République, M. Abdelaziz Bouteflika et au combat de la femme algérienne, tout en mettant l'accent sur la concrétisation de ces lois sur le terrain pour que le combat aura un écho positif sur la vie de la femme qui ne cesse d'acquiescer ses droits, surtout dans le domaine politique.

APS



## **7e édition du Salon de l'emploi L'insertion des diplômés, souci majeur**

**A. Z.**

**L**e Salon de l'emploi qui se tient de puis hier (1 juin), et qui devrait se prolonger aujourd'hui encore (2 juin), à l'université des frères Mentouri, revient cette année, dans sa 7<sup>e</sup> édition, avec le slogan « un entreprenariat Université-entreprises pour l'insertion professionnelle des diplômés ». Un slogan fort révélateur quant à la nécessité d'approfondir les relations entre l'université et le monde du travail pour défricher le terrain aux futurs universitaires diplômés, notamment en leur offrant des formations professionnalisées, selon les besoins des entreprises en matière de ressources humaines. « Plusieurs professionnels du secteur socioéconomique présentent aux étudiants dans ce cadre des idées de montages d'entreprises, les démarches de candidatures à un poste de travail ainsi que les profils requis pour l'embauche et l'évolu-

tion du marché du travail », indique un communiqué rendu public par l'université des frères Mentouri.

Pour rappel, l'université propose depuis quelques années, déjà, différentes formules pour soutenir les jeunes porteurs de projets, notamment par le biais de l'Ansej, et ne reste alors que la matière grise et l'esprit d'entrepreneuriat à faire valoir afin de passer du stade de demandeur d'emploi à créateur de postes de travail.

Le Salon de l'emploi s'attelle, ainsi, à faire découvrir aux étudiants leurs capacités de création en abordant plusieurs thématiques au cours des différentes conférences, expositions et autres activités programmées lors de ces deux journées, visant le rapprochement des futurs diplômés du secteur socioéconomique. En sus, on annonce au programme la présentation du projet européen COFFE qui concerne la co-construction de licences professionnalisantes avec implication du secteur socioéconomique.



Recherche  
scientifique  
**Alger et Nouakchott  
évoquent la  
possibilité  
d'accroître  
leurs échanges**

Alger et Nouakchott ont évoqué, lundi à Alger, la possibilité d'encourager les universités algériennes et mauritaniennes à accroître leurs échanges en matière de recherche scientifique, a indiqué un communiqué du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique.

Cette proposition a été dégagée lors de l'audience qu'a accordée le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Tahar Hadjar, au ministre mauritanien de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Sidi Ould Salem, en visite de travail en Algérie, a précisé la même source.

Cet accroissement des échanges sera rendu possible notamment par l'envoi des délégations d'étudiants et d'experts, ainsi que la possibilité de constituer des équipes de recherche communes par l'élaboration de projets de recherche particulièrement dans les filières ayant des rapports directs avec l'environnement tels que la désertification, le développement des zones arides, l'amélioration et la préservation des espèces animales dans ces zones, a ajouté la même source.

«Autant de sujets et de questions qui seront développés lors de la prochaine réunion de la grande commission mixte algéro-mauritanienne prévue en Algérie fin octobre-début novembre 2016», a relevé la même source. L'entretien a constitué également une occasion pour les deux parties «d'étaler leurs expériences en matière d'enseignement supérieur et d'explorer les voies et moyens susceptibles de renforcer davantage la coopération bilatérale dans les domaines de la formation et la recherche scientifique qui constituent le fondement de tout progrès technique et économique», a conclu la même source. ■



**JOURNÉE INTERNATIONALE  
d'ÉTHIQUE MÉDICALE**  
 Dimanche 05 Juin 2016 à 9h00  
 Auditorium de la Faculté de Médecine d'Oran

**LE CORPS, LA PERSONNE ET L'ÉTHIQUE**



ANIMÉE PAR DES MÉDECINS, SOCIOLOGUES, JURISTES,  
psychologues ET THÉOLOGIENS

AUDITORIUM DE LA FACULTÉ DE MÉDECINE D'ORAN  
(EX-INESSM)


**PROJECTION-DÉBAT**  
 Samedi 04 juin 2016  
 à 09h30. GRAS

**TRAJECTOIRES D'ADOLESCENTS  
ET RUPTURES CAUSÉES PAR LA MALADIE**

**NOS ÉTOILES CONTRAIRES**  
«Nos Étoiles Contraires»

ANIMÉE PAR  
Ch. HALLOUMA, R. REMMAS, A. BILLAMI,  
Dj. BETAOUAF, R. ZITOUNI

SALLE DE CONFÉRENCES DU GRAS  
Université d'Oran1, Ex-IAP, Es-Sénia  
[www.gras-oran.org](http://www.gras-oran.org)



## POURSUITES JUDICIAIRES CONTRE DES ENSEIGNANTS

### Le Cnes alerte Hadjar

LE CONSEIL national de l'enseignement supérieur (Cnes) appelle le premier responsable du secteur à intervenir afin de mettre fin aux poursuites judiciaires engagées par certaines administrations universitaires contre des enseignants et des syndicalistes. «*Je lance un appel solennel pour mettre fin à ces agissements*», a interpellé le coordinateur national du Cnes, Abdelmalek Rahmani.

Il cite, toutefois, le cas de l'enseignant de l'université d'Oran Es Sénia I, Abdellah Kaddour, victime de harcèlement de la part de l'administration de l'université.

En effet, relate Rahmani, contacté hier par nos soins, l'administration a bloqué le salaire de l'enseignant,

alors qu'il était en conflit personnel avec son responsable. «*L'administration s'est mêlée dans une affaire personnelle*», fustige le responsable syndical.

Ce qui est inadmissible, selon notre interlocuteur, qui dénonce aussi ce qu'il qualifie de «*chasse aux sorcières*» contre les enseignants et des responsables syndicaux. «*Il est victime de diffamation de la part de ce responsable qui a déposé plainte à son encontre*», a souligné notre interlocuteur sachant, poursuit-il, que la justice lui a donné gain de cause.

Des cas similaires ont été signalés dans les universités d'El Bayadh et d'El Tarf. Et afin d'alerter le département de Tahar Hadjar sur la situation de leurs collègues, les adhérents à

cette instance syndicale ont manifesté hier devant son département. Le Cnes, lors de la réunion de son conseil national vendredi à Alger, a décidé d'observer un sit-in devant le siège de la tutelle appuyé par des rassemblements au niveau local, pour dénoncer ces dépassements et sanctionner leurs auteurs.

Pour sa part, la section du Cnes de l'université Tahri-Mohamed de Béchar a appelé l'ensemble des enseignants à venir massivement assister à l'assemblée générale qui s'est tenue hier et dont l'ordre du jour porte sur l'arrêt des poursuites judiciaires contre les enseignants et le déblocage des promotions en leur faveur.

**Karima Adjemout**

**Portant sur le développement des énergies renouvelables**

## **GE et le CDER signent une convention de partenariat**

**G**eneral Electric a signé aujourd'hui une convention avec le Centre de Développement des Energies Renouvelables (CDER) en marge des portes-ouvertes organisées par le Centre afin de favoriser et initier le développement de projets collaboratifs innovants dans un secteur en pleine expansion. Cette convention prévoit notamment d'évaluer les besoins en matière de recherches et de déploiement des énergies renouvelables en Algérie; de la production en passant par le transport, la distribution, et la gestion des équipements via des solutions numériques. M. Touffik Fredj, P-DG\* de GE pour l'Afrique du Nord Ouest, a déclaré: « Avec cet accord nous souhaitons aux côtés du CDER doter l'Algérie des meilleures technologies au monde en ma-

tière d'énergies renouvelables mais également en matière de réseaux. L'intégration de l'électricité intermittente produite par les sources renouvelables sera en effet l'un des défis majeurs à relever pour le réseau électrique Algérien et pour lequel les solutions technologiques et notamment numériques sont immédiatement disponibles. Le stockage de l'énergie représente un autre défi de taille, mais pour lequel l'exemple allemand démontre qu'une gestion intelligente des réseaux via des solutions de type smartgrid peut s'avérer une alternative plus efficace et moins coûteuse en l'état actuel des avancées technologiques. GE dispose à la fois du portefeuille de solutions adaptées à chacun des volets du programme national des énergies renouvelables, qu'il s'agisse d'éolien, de solaire ou en-

core de biomasse, ainsi que des meilleurs centres de recherche appliquée à travers nos Global Research Centers ou GRC. Nous avons investi au global 4.5 milliards USD en R&D pour la seule année 2015 et nous souhaitons échanger et partager nos bonnes pratiques respectives avec le CDER afin de contribuer à la transition énergétique de l'Algérie. Nous nous réjouissons de cette collaboration que nous lançons aujourd'hui ainsi que de l'ambitieux programme gouvernemental de déploiement des renouvelables, qui permettra à l'Algérie de rayonner au niveau régional et de devenir un acteur majeur de la transition énergétique du continent Africain dans son ensemble ». M. Noureddine Yassaa, Directeur du Centre de Développement des Energies Renouvelables (CDER) a souligné le

potentiel considérable en matière d'Energies Renouvelables, notamment « solaire, éolien, thermique, hydrogène et biomasse » en évoquant la Nouvelle révision du programme Nationale de Développement des Energies Renouvelables et l'importance de l'accompagnement des différents secteurs socio-économiques. Pr. Yassaa a tenu à rappeler le rôle majeur joué par le CDER comme l'un des plus importants centres de recherche en Algérie et qui pilote et accompagne les différents programmes et objectifs énergétiques fixés par le Gouvernement. Ces journées se tiennent à point nommé, notamment du fait qu'elles se déroulent après la promulgation de la nouvelle loi d'orientation sur la recherche scientifique, le développement technologique et l'innovation.